L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 72 RUE DU CHANTIER.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI, 16 JUILLET.

Chronique Départementale.

Les journaux de Lyon nous donnent quelques détails sur l'incendie de l'église de Fourvière.

L'*Union républicaine*, une enquête est ouverte sur l'auteur de ce sinistre, que l'on a quelque raisons d'attribuer à la malveillance. La police est sur les traces du coupable.

Il paraît bien certain, dit la *Décentralisation*, de Lyon, d'après l'enquête qui a été faite, que l'incendie de la chapelle de Fourvières est le résultat d'un attentat.

Hier matin, vers neuf heures, un individu bien mis, et qui est aujourd'hui accusé d'avoir mis le feu, a été arrêté par un Frère de..... et plusieurs enfants de chœur, dans l'église où il conduit un gymnase, où le feu s'est déclaré.

Cet individu, en voyant le Frère et les enfants de chœur, a paru très embarrassé, et après un moment de réflexion il a demandé si c'était bien là l'escalier qui menait à la terrasse.

Le Frère C..... qui n'avait pas de soupçons, lui répondit que l'escalier de la terrasse se trouvait loin de là, à l'entrée de la chapelle, et il lui montra le chemin pour y parvenir.

Le Frère B..... chargé de la surveillance du clocher et de recevoir les visiteurs, s'en venant sur la terrasse, a déclaré qu'il n'avait vu personne dans la matinée.

Il est à présumer qu'après avoir jeté quelque matière inflammable dans le grenier, l'individu sera lestement déguerpi.

—On lit dans le *Courrier de Lyon* :

" Ainsi que nous l'avons dit hier, le feu a pris à onze heures dans les combles de la chapelle de Fourvière, au moment du départ des ouvriers qui travaillaient dans le chantier.

On s'accorde à penser que ce sinistre est dû à la malveillance. Certains propos entendus sont de nature à ne laisser aucun doute sur ce point.

Nous avons, d'ailleurs, relaté hier, dans notre chronique certains faits qui semblent se confirmer aujourd'hui.

Ce qu'il y a de certain, et nous tenons ce renseignement de bonne source), c'est qu'hier, pendant la grand'messe, un individu s'est introduit dans les combles par une porte communiquant par une échelle avec la chapelle de l'étage supérieur, qui est proche de l'école dirigée par les Frères maristes de Fourvière. Cette porte n'est pas fermée. Un seul escalier y conduit, c'est celui qui est à côté de la sacristie.

Quelques enfants ayant aperçu cet individu sortir des combles et comme il en paraissait fort surpris, celui-ci leur a dit :

" Je me trompe, je croyais aller à la tour. "

Ajoutons à ce fait, déjà fort significatif, la découverte de deux cartouches de fusil Lefaucheux cachées dans un coin de l'école.

Ce fait et les propos entendus par diverses personnes dans les environs de Fourvière semblent indiquer que la malveillance est la seule cause de l'incendie de la chapelle.

Une personne digne de foi aurait entendu, le soir de la procession de Fourvière, cette phrase échangée par 4 individus.

Ils ont sorti le bon Dieu aujourd'hui, demain ils sortiront la Marie.

Des propos analogues à ceux que nous avons cités hier, ont été entendus aux Brotteaux.

La Vierge a pu être transportée dans la chapelle des Dames de la Retraite.

C'est le portier de cette maison, plus tard transformé en couvent, qui, pendant la grande Révolution, a sauvé et caché chez lui cette même statue de la Vierge.

M. Diffre, procureur de la République, de Lagrevol, président du tribunal civil, M. Grandval, secrétaire général de la préfecture, et M. Cuaz, substitut, ont été des premiers arrivés sur les lieux.

Le dévouement des dames a été incomparable.

Les pertes sont estimées à 25 ou 30,000 francs. Elles sont couvertes par la Compagnie le "Phénix."

—

Le *Courrier de Lyon* dit encore :

Cependant, s'il faut croire certains renseignements fournis par un des religieux de Fourvière, on aurait vu ce matin, quelques instants avant que l'incendie se soit déclaré, cinq ou six individus descendre le Chemin-Neuf, et on aurait en outre entendu cette phrase fort significative :

"Dans un quart-d'heure ça va flamber."

D'autre part, le frère Salvator, qui fait la classe aux enfants de chœur de Fourvières, aurait aperçu, en montant les escaliers de l'école, un homme qui le suivait et montait l'étage supérieur.

—

Samedi dernier, à onze heures du soir, a passé à la gare de Lyon le train des pèlerins de Grenoble pour Paray-le-Monial.

Les pèlerins étaient au nombre de six cent cinquante, et comptaient, avec l'évêque de Grenoble, le colonel du 35e de ligne en garnison à Grenoble.

Dans deux localités, à Voiron et à la Tour-du-Pin, les pèlerins ont été saluées par le chant de la *Marseillaise*.

—

On écrit de Toulon, 23 juin :

Un jeune homme d'une commune voisine, ayant éprouvé quelques chagrins, a résolu de mettre fin à ses jours. Il est monté sur un cheval, et, lui faisant prendre le galop, s'est élancé avec lui dans la mer. Toutes les recherches faites pour découvrir les deux cadavres sont restées infructueuses.

—

LE CRIME D'AUCHEL.—Les journaux du Pas-de-Calais racontent une ignoble scène qui s'est passée, lundi soir, à la foire d'Auchel.

Une bande de mineurs, voulant donner un charivari, s'est livrée aux attentats les plus odieux sur une pauvre femme qui venait de se marier.

Ce qui se passa, dit le *Courrier*, ne peut s'écrire en aucune langue. La malheureuse est en ce moment à l'agonie, et les misérables qui, durant deux heures, l'ont si lâchement torturée étaient trois cents.

La gendarmerie de Lillers n'a été prévenue des faits que le lendemain matin; elle a ouvert aussitôt une enquête et arrêté douze des individus les plus compromis.

Echos de Paris.

A constater l'attitude de M. Lockroy à l'Assemblée, en se demande si les frères et amis de Marseille ont entendu envoyer à Versailles un député ou un "claqueur."

En effet, jusqu'à présent, le rôle de M. Lockroy à l'Assemblée s'est borné à applaudir ou crier tous les orateurs qui se présentent à la tribune, quelle soient de la droite ou qu'ils soient de la gauche.

Est-ce parti pris ? Est-ce entraînement de délicatesse ? C'est ce que les électeurs de M. Lockroy ont seuls le droit de lui demander,—en vertu d'un mandat impératif.

—

Dernières nouvelles et nouvelles certaines de M. Rane.

L'ancien préfet de police de M. Gambetta est actuellement à Bruxelles venant d'Amsterdam.

Il n'a nullement le projet, comme on l'a affirmé d'abord, de se présenter devant le conseil de guerre un jour qui lui sera fixé. En cela, il est d'accord avec ses principes, ses habitudes et la volonté de tous ses amis politiques.

—

Parmi les causes diverses qui ont mené à sa ruine le grec M. Coerbet, il faut signaler les flatteries de quelques malins qui lui ont persuadé qu'il était le peintre de la démocratie et la plus haute expression artistique de la vie moderne. C'était, on nomme, l'idée de Proudhon qui, dans son livre du *Principe de l'art et de sa destination sociale*, dit beaucoup de bien de l'œuvre de Courbet, et qui y a vu beaucoup plus de choses que celui-ci n'en avait pensé ; mais il y a certaines pléiades de ce livre lesquelles pour le peintre d'Ornans a sans doute toujours semblé de lire et sur lesquels il est bon de ramener l'attention.

Courbet, dit Proudhon, se croit un homme naturel. Il faut se rabaisser et il commence à l'entendre d'une main vigoureuse :

...Il ne sait ni parler ni écrire.....Il passait beaucoup de constructeurs ses peintures. Dans ces généralisations irréfléchies, il croit que tout est changement, la morale comme le reste ; que la justice, le droit, les principes mêmes sont arbitraires comme ceux de la peinture, et que lui, libre de peindre ce qu'il veut, l'est également de penser ce qu'il veut, de s'affranchir des institutions.

Il disait—on pas que Proudhon avait deviné la future manière de la Commune ?—Mais ce n'est rien tout :

Il se fait passer l'assignette de l'orgueil... s'il avait la sensibilité supérieure, il saurait qu'extérieurement que la modestie a ses refus. La modestie est une des choses les plus délicates qui soient données à l'homme de goûter ; celui en qui on soupçonne à découvert un sentiment *n'est plus un homme : c'est une bête.*

Bonjour, monsieur Courbet !

—

Les plaisanteries coloniales de la pauvre Marie-Roger ont rappelé aux amateurs de choses locales Zaïdée Parconmanication qui passait jadis sur les comédiens ; cette excommunication existait sans doute, on se réalité, on ne l'appliquait pas rigoureusement. La très curieux dictionnaire de M. Jal a colligé je ne sais en combien d'actes de vantage ou de décès prouvant péremptoirement que même au dix-septième siècle les comédiens ne restaient pas en dehors de la loi commune. Encore aujourd'hui d'intolérance qui donna le nom d'Etats-Unis à ceux qui ne l'ont pas d'extérieur décisive, mais de lui faire un service *national*, est une exception qui ne fait que confirmer la règle de tolérance habituelle.

—

Cette vérité hors de propos s'adressait à l'auteur de Zerlyne, au libre-penseur avéré, perdu de considération parce qu'on ne va ni au cabaret avec l'Eglise, mais non au consolidum lui-même, puisque le message religieux de Matière gravait en lieu à Saint-Germain-l'Auxerrois où eux ou trois enfants avaient été baptisés comme ceux du premier bourgeois venu.

—

Ce n'aurait pas été bien à l'époque des grandes démissions républicaines de la fin du règne de Napoléon III.

Dans tous les cafés du boulevard on causait de la séance de la veille, de ses ripostes partielles comme des procédés.

L'appréciation différaient, et il était curieux d'entendre les discussions qui se débattaient au sujet de l'esprit du président.

Les uns appréciaient la petite apostrophe finissant au Rubini ; d'autres faisaient un crime à cette d'indécence à M. Lafayet.

—Ah ! ouais ! a coupé, exclame un vieillard qui faisait partie de notre groupe, ce n'est pas Rubini, ce qu'il dit de lui qui est Bonjean de cet entretenu quinquagénaire.

Pour honorer les morts fait mourir les vivants

—

On trouve parfois étrange que nous reconnaissons à la spécialité qui nous intéresse et son antispathie pour la prudence. Ce n'est pourtant pas nous qui l'avons inventée ; cela est de tradition dans le parti, et l'histoire est là pour le prouver.

Nous trouvons dans un recueil de pièces inédites sur la grande Révolution, que nous retirons de la *Société populaire* de Nîmes à l'Assemblée nationale, datée du 31 août 1792, les passages suivants que nous copions textuellement :

" Législateurs ! Nous sommes des sans-culottes, nous ! Les Lacédémoniens chantent plus souvent de vêtements... Les sans-culottes ne changeant jamais d'habits...."

Nous ne leur faisons pas dire.

—

Dans le foyer d'un petit théâtre, quelques députés discutaient sans importance sur hier, tout à une discussion politique :

— Moi, dit un maillot gris-perle, je suis royaliste.

— Et moi, répond un maillot rose, je suis pour la République !

— Oh bien ! risque une petite grue de dix-sept ans, je suis comme papa, *panachiste*..... Si vous ne comprenez pas, je suis pour la paix, voilà tout.

—

Un conservateur donnait clairement à entendre, devant un Bellevillois, que, selon lui, tous les communeux sont des voleurs.

— S'il est possible de dire de pareilles infamies ! s'écria le citoyen. Moi qui, en 48, suis entré le premier aux Tuileries, et qui n'en ai pas rapporté la queue d'une cravate.

Et prenant à témoin sa dame compagne :

— Voyons, est-ce vrai, Phémie ?

— C'est la pure vérité.... et il l'a assez regretté, depuis !

—

Après une longue et douloureuse maladie, notre ami Calino vient d'entrer en convalescence.

L'intelligence et l'esprit sont aussi vifs que par le passé ; mais la mémoire laisse un peu à désirer.

Ainsi, croyant citer textuellement la phrase bien connue de Descartes, Calino s'est écrié hier : " Je vis, donc j'existe ! "

—

Les radicaux prétendent à tort que l'arrêté de M. Dacros interdit les enterrements civils.

Ce genre de divertissement mortuaire reste parfaitement licitable ; seulement, il ne peut y être fait aucun discours.

Nous trouvons dans un recueil de pièces inédites sur la grande Révolution, que nous retirons de la *Société populaire* de Nîmes à l'Assemblée nationale, datée du 31 août 1792, les passages suivants que nous copions textuellement :

" Législateurs ! Nous sommes des sans-culottes, nous ! Les Lacédémoniens chantent plus souvent de vêtements... Les sans-culottes ne changeant jamais d'habits...."

Nous ne leur faisons pas dire.

—

Dans le foyer d'un petit théâtre, quelques députés discutaient sans importance sur hier, tout à une discussion politique :

— Moi, dit un maillot gris-perle, je suis royaliste.

— Et moi, répond un maillot rose, je suis pour la République !

— Oh bien ! risque une petite grue de dix-sept ans, je suis comme papa, *panachiste*..... Si vous ne comprenez pas, je suis pour la paix, voilà tout.

—

Un conservateur donnait clairement à entendre, devant un Bellevillois, que, selon lui, tous les communeux sont des voleurs.

— S'il est possible de dire de pareilles infamies ! s'écria le citoyen. Moi qui, en 48, suis entré le premier aux Tuileries, et qui n'en ai pas rapporté la queue d'une cravate.

Et prenant à témoin sa dame compagne :

— Voyons, est-ce vrai, Phémie ?

— C'est la pure vérité.... et il l'a assez regretté, depuis !

—

Après une longue et douloureuse maladie, notre ami Calino vient d'entrer en convalescence.

L'intelligence et l'esprit sont aussi vifs que par le passé ; mais la mémoire laisse un peu à désirer.

Ainsi, croyant citer textuellement la phrase bien connue de Descartes, Calino s'est écrié hier : " Je vis, donc j'existe ! "

—

Les radicaux prétendent à tort que l'arrêté de M. Dacros interdit les enterrements civils.

Ce genre de divertissement mortuaire reste parfaitement licitable ; seulement, il ne peut y être fait aucun discours.

Rien de plus légal, puisque le préfet de police à Paris et les préfets dans le département ont la police de la voirie.

(*Figaro.*)

LE DRAME DE LA RUE GRANGE-BATELIÈRE.

On lit dans le *Figaro* :

Hier matin, mardi, M. Vassal, commissaire de police du quartier Drouot, recevait la visite de certain personnage occupant une importante position administrative, lequel lui demanda son intervention pour ouvrir une porte, dans une maison sise 15, rue Grange-Batelière.

Il expliqua qu'une personne de ses parentes ayant disparu depuis samedi dernier, sa famille avait conçu des inquiétudes et fait des recherches. On avait trouvé la piste de cette personne jusqu'à la maison en question, et appris qu'elle y venait de temps en temps avec un M. Toucelais, lequel était son amant et avait spécialement loué la chambre pour leurs entrevues.

—Et vous ne l'avez pas trouvée ? interrogea M. Vassal.

—Non, la porte était fermée en dedans.

Le magistrat se rendit immédiatement 15, rue Grange-Batelière, et fit ouvrir la porte par un serrurier.

Une odeur cadavérique, sortant d'une énorme malle, le saisit à la gorge. D'un coup de hache on fit sauter le couvercle, et l'on aperçut le cadavre de la victime.

Nous taisons son nom, à cause de la haute position qu'occupe sa famille, et parce qu'elle est mariée et a des enfants.

Ce cadavre était déjà dans un état de putréfaction avancée. Il portait autour du cou une marque de strangulation. Au mur était encore accrochée une corde ; par terre on ramassa un mortier qui avait servi à enfoncer le clou. La victime s'était donc évidemment pendue ou avait été pendue.

On arrêta M. Touchais. Celui-ci est un gentilhomme fort connu, sur le boulevard et à la Bourse, membre d'un cercle très honorable, marié et père de famille.

Voici ce qu'il a raconté :

Samedi soir, il aurait eu une violente discussion avec sa maîtresse et aurait menacé de la quitter. Il serait ensuite sorti pour se rendre à son cercle. A son retour, il aurait trouvé la porte fermée à double tour. Voyant qu'on ne lui ouvrait pas, il l'aurait enfoncée d'un coup de pied et aurait vu sa maîtresse pendue.

Après avoir fait d'inutiles efforts pour la rappeler à la vie, il se serait demandé ce qu'il allait faire du cadavre.

Le matin venu, il serait allé acheter une immense malle et l'y aurait placé. Puis il aurait été chercher une voiture, aurait descendu lui-même la malle et l'aurait chargée sur le fiacre avec l'aide du cocher, sans que le concierge se doutât de rien. Il se serait rendu dans un hôtel des Champs-Elysées et y aurait loué une chambre, où il aurait déposé sa funèbre colis. Puis, craignant d'être découvert, il aurait rapporté la malle rue Grange-Batelière.

Maintenant, est-ce là la vérité ? On bien M. Touchais a été accusé à Mazas. Pendant qu'on le menait en prison, il a rencontré deux de ses amis du Cercle qui, ne voyant pas qu'il était accompagné de deux agents, causèrent avec lui de choses indifférentes auxquelles il répondit avec une certaine présence d'esprit.

Le cadavre de la victime a été transporté à la Morgue, où l'autopsie en sera faite aujourd'hui par M. le docteur Tardieu.

Nous reparlerons de cette affaire demain.

(*Figaro du 27.*)

Compléterons les renseignements que nous avons donnés hier, relativement à la mystérieuse affaire de la rue Grange-Batelière.

Mme V....., la victime, était âgée de quarante-trois ans, brune, d'une taille moyenne, et toujours très élégamment vêtue. Devenue veuve quelques mois avant la guerre, elle a mis son fils au collège.

M. Touchais, lui, a environ quarante-sept ans ; il est marié et vit séparé de sa femme.

Les entrevues de Mme V..... et de M. Touchais avaient lieu environ une fois chaque semaine dans le petit appartement que M. Touchais avait loué rue Grange-Batelière. 15, sous son nom, moyennant 600 francs par an. Cet appartement on pour mieux dire ce petit rez-de-terre, est composé de trois pièces au 4e étage, sur la cour. Les meubles, qui appartiennent à M. Touchais, sont de la plus grande simplicité.

Les scellés ont été posés avant-hier.

Dimanche dernier, M. Touchais, prétextant une absence de quelque temps, avait soldé deux grandes notes, avec lesquelles il revint lundi dans l'après-midi.

L'autopsie de la malheureuse femme a eu lieu hier à trois heures, à la Morgue, par les soins de M. le docteur Tardieu.

Nous sommes priés d'en taire le résultat.

Dernières nouvelles. — Au moment de finir le journal nous apprenons que Touchais s'est suicidé dans sa prison, à Mazas.

—

SUICIDE DE M. MAZOUDIER. — Nous avons annoncé il y a quelque temps que M. Mazoudier, de la Comédie-Française, avait été arrêté pour faux et écroué à Mazas. Ecrasé de remords, le pauvre garçon, profitant d'un relâchement de surveillance, s'est pendu hier dans sa prison.

Quand on est entré dans sa cellule, il était mort depuis deux heures.

—

Le suicide par amour accoutumé ;

Une jeune fille de seize ans, mademoiselle Angéline Thébeillin, demeurant 26, rue Vanves, s'est jetée hier à la Seine, au amont du Pont Royal.

Elle a été transportée, vivante encore, à l'hôpital de la Charité.

—

Grand émoi hier au lycée Saint-Louis :

Hier matin, au moment où l'on ouvrait, pour le balayer, l'une des salles de l'établissement, on a trouvé l'un des garçons du lycée pendu.

On ignore pourquoi ce pauvre diable s'est tué.

—

La famille de mademoiselle Dagoti, la jeune personne dont nous avons raconté le suicide dans notre numéro du 21 courant, nous écrit que ce n'est pas parce que son amant l'avait abandonnée qu'elle s'est tuée, mais seulement parce qu'elle aimait sans espoir un jeune homme qu'elle ne pouvait épouser.

C'est bien ce que nous avons voulu dire, et comme nous avons pris la seule source de notre renseignement, nous sommes heureux de la rectification.

(*Figaro.*)

—

M. Maurel, que les batteurs de tambour diminuent le bruit autour de ses, et ne tient de donner sa démission, a travaillé hier jusqu'à deux heures avec son chef de cabinet, et on pensait en général que cette dispute allait se terminer en démission.

On devine comment fut accueillie cette offre chevaleresque. Le ministre fit tout de rembaîtrer ses produits ; mais il refusa tout net, et, comme on insistait, il alla jusqu'à menacer de lâcher sa clientèle à la maison.

Devant cet ultimatum, on dut céder et accepter les œufs, quitte à les parer le double en aumône. On interrogea alors notre homme sur ses poules, et il apprit qu'il possédait aux portes de la ville une petite ferme, avec basse-cour, vignes, plants de haricots, etc.

Le plus comique de la chose, c'est qu'en terminant, le mendiant soupira : " Ah ! si vous vouliez venir à ma maison de campagne, comme je serais heureux de vous donner l'hospitalité ! "

—

— On parle bien rarement de Victor Considérant.

Le vieux phalanstérien vit paisiblement réfugié dans les rangs de la gauche, sans jamais parler ni agir ! un grain de scepticisme, de désenchantement se mêle peut-être à cette résignation, mais ceci ne me regarde plus. Le hasard fait que justement les journaux s'occupent de lui en ce moment. Chrysale, qui rappelle un portrait assez vif que M. Considérant faisait en 1848 de M. Thiers qu'il n'aimait pas :

" Il est l'audace extrême dans l'ignorance suprême. L'indifférence inouïe pour la vérité des choses aussi bien que pour le droit et les principes ! enfin, la transformation de tout en moyens, en procédés au jour le jour, en flouflou pour faire jouer des ressorts donnés. En vie politique est un tout entière. Toujours de la tactique, et sans jamais s'en trop cacher, tant il compte (et il a bien raison) sur la sottise générale. "

DIVERS.

JARDIN DE MAGNOLIA.

La plus belle et la plus agréable place d'amusements d'été, pour pique-niques, fêtes de famille, dîners, soupers, etc.

Ouvert chaque jour.

LE DIMANCHE GRAND CONCERT GRATIS ET BAL.

Restaurant et barre pourvus de mets et de liqueurs de choix. Toujours du lait frais.

Les jours de la semaine on aura l'usage du jardin pour rien.

Dans le salon on trouve un beau piano.

13juin—3m RICHARD HOMANN.

Consulat de France

A LA NOUVELLE-ORLÉANS.

AVIS est donné aux ALSACIENS-LORRAINS qui, par l'événement du don de leur résidence, sont dans l'impossibilité de se présenter devant le Consulat, qu'aux termes d'une décision prise par le ministre de la justice, ils ont la faculté de déclarer, par voie de notification, leur intention en faveur de la nationalité française, ce qu'ils ont à faire, en effet, qu'en se présentant à la chancellerie du Consulat de France pour y faire inscrire leurs noms, prénoms, âge, profession, domicile et lieu de naissance, &c., si jour sera ensuite donné à leur signature, le certificat constatant leur déclaration leur sera délivré pour former les demandes exprimées dans le délai pour former les demandes expirera le 30 septembre 1873.

Mardi—3m

Troisième Rapport Trimestriel DU STATE NATIONAL BANK DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Nlle-Orléans, samedi, 20 juin 1873.

(Division de profits sous le système mutuel.

RESSOURCES :

Prêts et escomptes	$1,304,967 31
Bons des Etats-Unis	444,000 00
Primes sur bons	55,000 00
Actions et autres garanties	42,550 24
Dû par des agents de rachat et de remboursement	264,227 49
Dû par d'autres banques et banquiers	198,642 92
Local de la banque et autres propriétés foncières	20,566 96
Meubles et installations	12,000 00
Taxes payées	4,764 66
Dépenses courantes	13,000 71
Checks sur des banques de la ville	167,141 76
Or	76,383 75
Billets légal tender	68,253 00
	$2,517,455 70

PASSIF.

Capital	$ 850,000 00
Surplus	37,000 00
Circulation non rachetée	850,000 00
Dividendes non-payés	11,756 46
Dépôts individuels	1,748,494 79
Dû à des banques et à des banquiers	330,622 28
Escompte pour trois mois	226,601 54
Change pour trois mois	19,694 86
Intérêts pour trois mois	13,332 11
Profits et pertes pour 3 mois	772 37— 61,376 86
	$2,530,253 70

DIVIDENDE DÉCLARÉ.

(Payable à dater du lundi, 21 juillet 1873.)

Les actionnaires, trois et un quart pour cent pour trois mois ; les déposants, trois quarts d'un pour cent pour trois mois.

N. B.—A l'avenir, les dividendes seront déclarés semi-annuellement, payables en janvier et en juillet.

SAMUEL H. KENNEDY, Président.
CHAS. L. C. DUPUY, Caissier. 3 juil—1m

Bureaux de la Compagnie d'Assurances du Peuple de la Nlle-Orléans, Nlle-Orléans, 12 juillet 1873. — L'élection annuelle des Directeurs de cette Compagnie aura lieu le MARDI, 22 du courant, de 10 heures à 3 heures du jour, midi, aux bureaux de la Compagnie, No 5 de la rue St-Pierre.

10 juil—12t A. GRANGER, Secrétaire.

Mutual National Bank of New Orleans — Nouvelle Orléans, 1er juillet 1873. — A une réunion des Directeurs aujourd'hui, un dividende de CINQ ET DEMI POUR CENT aux ACTIONNAIRES, et un dividende de UN DEMI POUR CENT aux déposants ; net 664 déclarés sur les profits des derniers six mois, payables à partir de lundi, 14 courant.

JOS. MITCHEL, Caissier.

Bureaux de l'Union de Nlle-Orléans, rue Lafayette et Water-Nlle-Orléans, 7 juillet 1873. — A une réunion du Bureau des Directeurs de cette Compagnie, tenue ce jour, un dividende de TROIS pour cent a été déclaré, net, payable aux actionnaires ou à leur ayant-cause, à partir du courant.

F. TISNÉ JR., Secrétaire.

5 juillet—10t

Avis aux Actionnaires.—Compagnie du Gaz de la Nouvelle-Orléans. Nlle-Orléans, 26 juin 1873. — Une réunion du Bureau des Directeurs de cette Compagnie, tenue ce jour, un dividende de TROIS pour cent a été déclaré, net, payable aux actionnaires ou à leur ayant-cause, à partir du courant.

P. TISNÉ JR., Secrétaire.

5 juillet—10t

Compagnie des moulins à coton de Gullett.

Fabrique à Amite, Louisiane.

NOUVEAUX MOULINS à coton de Gullett, pour travail blanc.

Numéros 1 coton. 7 main, de Gullett.

Mèches à coton de tout genre réparés à la Fabrique.

Les demandes de toutes les parties du monde trouvent leur expédition dans une journée, et les commandes sont remises à une épreuve pour donner satisfaction.

Les prix sont maintenus dessous ceux des nouveaux établissements. Comptoir de vente à la Nouvelle-Orléans.

BARTLETT & CO.,
No 126, rue de la Course, Louisiane.

HENRY BROWN, Gérant.

L'AFFREUX DRAME DE BASCOMB. L'INCENDIE.

ROCHELLE, après l'appareil à vapeur et le bateau à vapeur, a été le théâtre d'un affreux drame. Un homme, nommé Bascomb, a été brûlé vif dans sa maison, qui a été entièrement détruite par le feu. Le corps a été retrouvé dans les décombres. Le coroner a tenu une enquête, et le jury a déclaré que Bascomb a été assassiné par une personne inconnue. Le jury a offert une récompense de $500 pour découvrir le meurtrier.

CAFÉ DE LA BOURSE DE L'HOTEL ST-LOUIS.

CONSOMMATIONS DE PREMIER CHOIX.

Compagnie d'Assurance du Peuple DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Bureaux, No 5 de la rue St-Pierre.

SECOND STAGE ARMORY.

[illegible] Charte, la Compagnie [illegible] commencer les opérations le 1er juillet 1873.

Sur risques d'incendie [illegible]

" de rivières..... 1,000

" de mer..... 10,000 00

Total des primes..... $11,000 00

Plus risques non expirés pour 1872..... 19,877 25

Moins, primes remboursées..... $30,877 25 1,000 00

Montant net des primes reçues..... $29,877 25

Portes payées dans la même période.

Sur risques d'incendie..... $1,000 00

" de rivières..... 300 00

" de mer..... 10,000 00

Rabaissées (rebate)..... 6,287 50

Réescompte..... 250 00

Dépenses, taxes, etc., intérêt..... 4,000 00

Réservé pour les risques non expirés de '72..... 8,000 00 30,837 50

Boni en..... $1,039 75

L'actif de la Compagnie est composé comme suit :

Intérêt par accroît..... $300 00

Primes en voie de recouvrement..... 8,739 75

A différer de primes et autres dettes..... 19,000 00

Billets garantis par hypothèque..... 10,777 70

Billets garantis..... 15,777 70

Autobillement et remboursements de travail..... 2,100 00

Un compte..... 70,000 00

Total de l'actif..... $127,295 35

Ce qui précède est une copie exacte sur les livres de la Compagnie.

R. M. DAVIS, Président.
A. SCOLA, Vice-Président.
A. GRANGER, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Déclaré sous serment et signé par devant moi, ce 1er jour de juillet 1873.

ANT. DORIODOURT,
Notaire Public.

Nlle-Orléans, 9 juillet 1873.

A une réunion des Directeurs, il a été résolu, à l'unanimité, qu'un dividende de DIX pour cent sur le capital payé fût déclaré et porté au crédit des actions dudit pour compte, qu'un dividende de QUINZE pour cent, COMPTANT, sur la somme tant net des primes participantes de l'année expirée le 30 juin 1873 fût payé à dater du premier lundi du mois d'août 1873.

—DIRECTEURS—

R. M. Davis,	Jos. David,	H. Marcuse,
A. Scola,	F. Jumel,	A. Miltner,
J. M. Gourdain,	J. J. Rotan,	A. Montreuil,
H. A. Lissenbee,	G. L. Perez,	S. Cazenave,
Ernest Prager,	V. Estrabère,	F. H. Monneccaze,
Jos. Misal,	F. Schumacher,	B. Soley,
J. B. Sauer,	J. Mayhewer,	M. Benevenia,
F. Rosen,	B. Hughes,	M. Howrig.

10 juil—1 m

New Orleans Mutual Insurance Association.

Bureaux, No 169 de la rue du Canal.

SIXIÈME ETAT TRIMESTRIEL.

SECOND TRIMESTRE DE 1873.

Conformément à sa charte, la New Orleans Mutual Insurance Association publie l'état suivant de ses affaires pour le second trimestre de 1873, expiré le 30 juin 1873 :

Primes d'incendie	356,967 98	
" de mer	79,396 65	
" de rivières	83,426 68	519,771 51
En moins,		
Primes non expirées	267,801 53	
" remboursées	813 06	268,614 59
Montant net des primes		251,156 92
En plus,		
Intérêt et loyer		22,940 73
Total		273,097 70
Pertes par incendie	65,360 50	
" sur mer	81,089 42	
" sur les rivières	28,126 05	
	174,587 97	

Dont $7,000 ne sont pas réglées.

Réassurances	41,043 19
Frais de bureau	13,197 24
Taxes	2,247 00
Dépenses casuelles	3,164 83
Réfaction (rebate)	12,181 83
Profits et pertes	3,721 17—250,142 66
Bénéfice net	24,955 06

ACTIF :

Fonds en caisse	119,925 48	
" en Europe	32,540 11	
" à New-York	4,977 28—	157,451 85
Billets et effets à recevoir		661,898 18
Actions et bonds		135,789 19
Propriétés foncières		198,801 34
Primes de ce trimestre, en voie de recouvrement		197,199 84
Primes recouvrables dans les trimestres suivants, d'après la charte		354,651 76
Total		1,899,997 11

Ce qui précède est une copie exacte faite sur les livres de New Orleans Mutual Insurance Association.

C. CAVAROC, Président.
G. LANAUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Déclaré sous serment et signé pardevant moi, ce 8 juillet 1873.

G. LE GARDEUR,
Notaire Public.

Aujourd'hui, à une réunion spéciale des Directeurs, il a été résolu, conformément à l'article sept de la charte, de collecter immédiatement tout le montant net des primes du second trimestre de 1873 et de payer aux actionnaires, après règlement des dites primes, un dividende intérêt trimestriel de 2 1/2 pour cent sur le montant du capital payé.

C. CAVAROC, Président.
G. LANAUX, Secrétaire.

ATTENTION ! Grand Déballage !

G. MERLE, No 14 rue Royale, cette Bien ville, à l'honneur d'informer le public qu'il vient de recevoir par les derniers navires arrivés une quantité considérable de PARFUMERIE, qu'il vend des meilleures fabriques de Paris, telles que : Piesse, Lubin, Rimmel, etc., etc.

—Aussi—

Primes, Brosserie, Articles de Toilette, Vases de fantaisie et de Luxe, Bronzes, etc., etc., vous de quantité considérable, dont il vend au plus bas prix possible.

Un lot de Parapluies pour dames et messieurs, de tout à fait de première qualité, pour être vendu pour rien.

Ouvert de 8 heures du matin à 9 heures du soir.

GROS ET DETAIL.

COLD CREAM

RACINE CALIFORNIENNE.

que le COLD CREAM restaure

$5,000 à celui qui prouvera

Cette racine a la vertu d'embellir, de donner la fraîcheur et de conserver la jeunesse à la femme. Elle a été découverte par M. MORTON, qui, par ses voyages et ses études, a acquis une connaissance parfaite des propriétés de toutes les plantes et racines de la Californie. Le COLD CREAM est composé de cette racine, et est le seul article de toilette pour femmes connu qui ne soit pas nuisible à la peau. Il est recommandé par les médecins et les chimistes les plus éminents. Il est en vente chez tous les parfumeurs et coiffeurs.

7juin—1 an—D Me V

Feutre d'Irlande à Toits, NOUVEAU SYSTÈME DE COUVERTURE NON INFLAMMABLE.

DE D. ANDERSON & SON.

CETTE nouvelle, qui est en usage depuis plusieurs années en Europe, a été introduite pour la première fois en Amérique par MM. D. ANDERSON & SON, qui ont établi une manufacture à Cleveland, Ohio, et qui ont obtenu des lettres patentes pour la fabrication de ce feutre. Il est d'une qualité supérieure, et est recommandé par les autorités municipales de Cleveland, Ohio, comme étant le meilleur article pour couvrir les toits. Il est imperméable à l'eau, et ne peut être endommagé par le feu. Il est d'une grande durabilité, et peut être appliqué sur toutes sortes de toits, plats ou inclinés, et sur les bâtiments de toutes dimensions. Il est d'une application facile, et peut être posé par des ouvriers ordinaires. Il est d'une grande économie, comparé aux autres matériaux employés pour couvrir les toits. Il est d'une grande économie, comparé aux autres matériaux employés pour couvrir les toits. Il est d'une grande économie, comparé aux autres matériaux employés pour couvrir les toits.

Pour échantillons et prix, s'adresser à

Agents Généraux,
No 5 rue Carondelet.

Ou à leurs Agents Spéciaux,
JOHN T. DUPUY,
No 5 rue Carondelet.

Nlle-Orléans, 1er juillet 1873. 1m

CHARTE.

CHARTE AMENDÉE DE LA "Compagnie d'Assurances contre les Risques de Mer et de Rivières de la Nouvelle-Orléans."

Etat de Louisiane, ville de la Nouvelle-Orléans.

[illegible]

ARTICLE PREMIER.

[illegible]

LE DÉPARTEMENT D'ASSURANCE DES [illegible] DE LA NOUVELLE-ORLÉANS."

[illegible]

ARTICLE DEUXIÈME.

Les objets de cette Compagnie sont désignés [illegible]

1. Les dites dans ces assurances sur tous navires de mer, steamers et autres bateaux, marchandises, effets, propriétés et autres biens, [illegible] par terre ou par tout autre moyen de transport relatif à [illegible]

2. Les dites assurances contre les risques [illegible] sur l'océan, les mers, lacs, rivières, canaux, [illegible] et autres eaux navigables, [illegible] et de toutes autres manières [illegible] pour une ou plusieurs années [illegible] et pour un temps déterminé [illegible] et pour un voyage ou plusieurs voyages [illegible] et pour toute partie ou portion [illegible] et pour toute somme ou sommes [illegible] et pour toute prime ou primes [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illegible] et pour toute autre chose [illegible] et pour toute autre manière [illeg